

Europe : une reprise en ordre dispersé

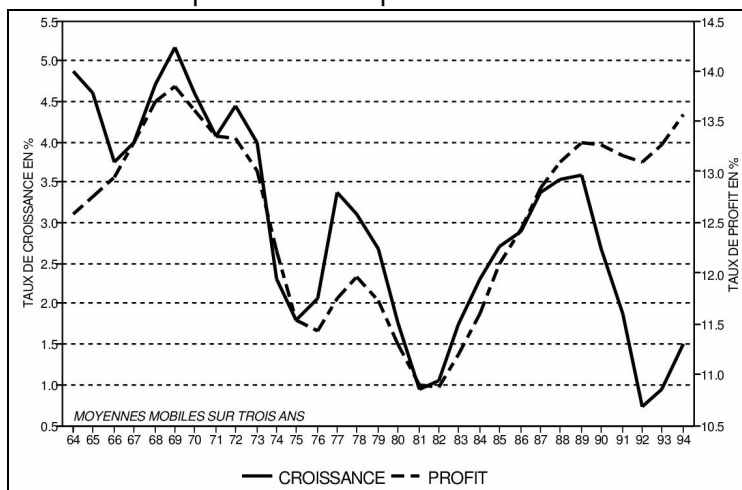
Maxime Durand, *Inprecor* n°386, décembre 1994

La reprise économique est une réalité, mais il s'agit d'un mouvement cyclique qui n'esquisse en rien une authentique sortie de crise.

Une mise en perspective

Le capitalisme est entré il y a une vingtaine d'années dans une période caractérisée notamment par des taux de croissance durablement inférieurs à ceux qui ont pu être réalisés entre 1950 et 1970. Cette période est scandée par des récessions qui s'inscrivent dans une évolution cyclique : ce sont les points bas des fluctuations habituelles du capitalisme. Depuis le début des années soixante-dix, depuis donc "l'entrée en crise", le capitalisme mondial a ainsi connu trois grandes récessions : 1974-1975, 1980-1982 et 1991-1993. Ces trois creux apparaissent clairement sur le graphique ci-dessous qui porte sur l'Europe capitaliste. Ces récessions ont été surmontées et ne se sont donc pas transformées en crises majeures, paroxystiques, encore moins en effondrement final.

Croissance et profit en Europe. 1964-1994



Reprenons un peu plus en détail cette périodisation. Alors que la croissance moyenne oscillait entre 4 et 5 % jusqu'à la fin des années soixante, la récession de 1974-75 brise ce fonctionnement relativement harmonieux. S'ouvre alors une phase assez courte où le capitalisme semble sortir de l'ornière : les taux de croissance remontent en 1978 et 1979. Mais c'est très vite la rechute, encore plus marquée que la précédente. Cette seconde récession ouvre alors une nouvelle phase où s'appliquent pleinement les recettes néolibérales. Celles-ci impulsent un redémarrage qui débouche sur une reprise assez nette entre 1988 et 1990. C'est à ce moment que les idéologues du capital vantent la réussite des politiques d'ajustement ; avec la chute du mur de Berlin, c'est carrément l'euphorie : on crie à la victoire du capitalisme et à la fin de l'histoire.

Mais ce n'était qu'un cycle un peu plus marqué qu'auparavant, et la récession est vite venue réduire à néant les illusions sur une véritable sortie de crise : les taux de croissance reculent, de manière encore plus accusée que lors des précédentes récessions, le chômage explose. Puis, peu à peu, le cycle se retourne, et l'on se remet à parler de reprise.

Comment resituer ces évolutions dans un schéma théorique d'ensemble ? Il faut d'abord souligner que la récession de 1974-1975 doit être comprise comme le passage d'une onde longue expansive (la période d'après-guerre) à une onde longue récessive dans laquelle se trouve le capitalisme contemporain depuis maintenant vingt ans. La différence essentielle entre ces deux phases est la moindre capacité du capitalisme à assurer un taux de croissance soutenu, une progression régulière du pouvoir d'achat des salaires, et enfin un relatif plein emploi. Ces caractéristiques qui paraissaient des acquis intangibles dans les années soixante sont aujourd'hui systématiquement remis en cause. C'est en ce sens que l'on peut parler d'une crise qui dure depuis vingt ans. On peut même parler d'une "régulation de crise", car cette crise ne signifie pas une incapacité absolue du capitalisme à se reproduire, mais renvoie aux modalités de plus en plus régressives et instables qui accompagnent son fonctionnement.

Cette appréciation générale ne signifie en aucun cas que le pire est toujours sûr, autrement dit que le capitalisme suit une courbe régulièrement descendante vers une espèce de blocage ou d'effondrement final. Au contraire, son fonctionnement est devenu de plus en plus fortement cyclique : la recherche de la fameuse flexibilité a retiré peu à peu tous les dispositifs qui lissaient les fluctuations durant l'après-guerre et de ce point de vue (comme de beaucoup d'autres) la dynamique du capitalisme contemporain renoue avec un fonctionnement classique.

Mais qui dit fluctuations cycliques dit alternance d'années plus ou moins mauvaises. Il y a donc des moments où l'économie redémarre, après avoir touché le fond : c'est ce qui se produit avec la conjoncture actuelle. Cela n'a rien de troublant, et les mécanismes à l'oeuvre répondent tout-à-fait à l'analyse des cycles avancée par le marxisme le plus "orthodoxe". La thèse fondamentale sur la période dans laquelle nous nous trouvons est alors la suivante : la dynamique de moyen terme du capitalisme contemporain n'est capable ni de renouer avec des taux de croissance équivalents à ceux de l'onde longue expansive, ni d'assurer une progression régulière du pouvoir d'achat des salaires, encore moins de résorber le chômage. C'est là que réside la différence fondamentale entre une reprise conjoncturelle et une hypothétique sortie de crise.

Une seconde distinction à introduire concerne les objectifs mêmes du capital : son souci principal n'est pas la croissance en soi, encore moins le chômage, mais la rentabilité. Ces différentes variables ne sont évidemment pas indépendantes, mais le taux de profit est l'objectif, la croissance et l'emploi n'étant que des moyens. Il n'est pas inintéressant de ce point de vue de consulter à nouveau le graphique et de comparer les deux courbes qui y figurent : on s'aperçoit que taux de profit et taux de croissance sont étroitement corrélés. Les années de forte croissance correspondent à des taux de profit élevés et les récessions sont marquées aussi par une chute des taux de profit. Ce parallélisme n'est cependant pas absolu, et l'un des traits essentiels du capitalisme contemporain est justement sa tendance à découpler la croissance et le profit. Depuis la reprise de 1988-1989, on se trouve dans une configuration inédite : d'un côté, le taux de profit continue à augmenter régulièrement, et retrouve des niveaux comparables à ceux d'avant la crise, sans que la dernière récession infléchisse vraiment cette tendance. Mais, d'un autre côté, la croissance fluctue violemment autour d'un niveau médiocre.

Cette dérive entre profit et croissance est l'indice le plus synthétique du fonctionnement régressif du capitalisme : en bloquant les salaires, il restaure le taux de profit, mais n'est plus capable de garantir la croissance de la demande salariale, ce qui tire vers le bas la dynamique d'ensemble du système.

Après la récession

1993 était l'année de l'ouverture du Grand Marché, et l'on nous promettait monts et merveilles, et même des emplois par millions. Malheureusement, la logique maastrichtienne de construction européenne a débouché sur une récession sans précédent, et sur une véritable hécatombe d'emplois. Sur les deux années 1992 et 1993, ce sont près de cinq millions d'emplois (sur 140) qui ont été supprimés au niveau de l'Union européenne. Les pays du Sud de l'Europe ont été particulièrement touchés. Ainsi l'Espagne, l'Italie et le Portugal ont perdu entre 5 à 8 % de leur emploi total sur les deux années 1992 et 1993 ! Le chômage représente aujourd'hui 11,3 % de la population active européenne et touche 17,4 millions de personnes.

Telle est l'une des incertitudes majeures de la période actuelle : malgré l'optimisme de l'OCDE, la reprise assez nette prévue pour 1994 ne devrait pas empêcher le taux de chômage de progresser encore, et de franchir la barre des 12 % dont l'Union européenne était restée éloignée lors de la dernière récession. Même la croissance de 2,8 % prévue pour 1995 ne permettrait au mieux que de stabiliser le taux de chômage à ce niveau élevé. C'est pourquoi l'OCDE évoque sans détour le risque d'une "reprise sans emploi", d'autant plus que "le ralentissement de la croissance de l'emploi dans les services dans tous les pays de l'OCDE, à l'exception de l'Allemagne, alors que durant les récessions précédentes, l'emploi dans le secteur des services marquait une progression qui compensait la diminution dans les autres secteurs."

Des conjonctures désynchronisées

Tableau 1. Taux de croissance du PIB

	1983-1991	1992	1993	1994 ^b	1995 ^c
Allemagne ^a	3,3	2,1	-1,3	1,8	2,6
Belgique	2,5	1,4	-1,3	1,5	2,6
Espagne	3,6	0,8	-1,0	1,2	2,7
France	2,5	1,2	-0,9	1,8	2,9
Italie	2,7	0,7	-0,7	1,5	2,6
Pays-Bas	2,9	1,4	0,2	1,4	2,8
Royaume-Uni	2,5	-0,6	1,9	2,8	3,2
Europe	2,9	1,0	-0,4	1,9	2,8
Etats-Unis	2,8	2,6	3,0	4,0	3,0
Japon	4,5	1,1	0,1	0,8	2,7

Source : OCDE. a données RFA avant 1991 b estimations c prévisions

L'un des traits nouveaux qui apparaît avec cette récession, c'est le décalage des conjonctures. Les pays anglo-saxons ont chuté plus tôt et repris avant les autres, et d'ailleurs la reprise aux Etats-Unis est déjà en train de retrouver une évolution plus modérée. Le Japon a connu un ralentissement extrêmement marqué de son économie : alors que la demande totale progressait à un rythme voisin de 6 % au début de 1990, elle est tombée à zéro et dépasse à peine 1 % à la fin de 1993. La reprise devrait intervenir dans les prochains mois, mais il aura fallu inscrire au budget de 1994 des dépenses

exceptionnelles de stimulation de la demande équivalant à 2 % du PIB. Même si le Japon continue à accumuler de considérables excédents commerciaux (130 milliards de dollars pour 1993), il semble bien que les ressorts profonds de la croissance y soient durablement atteints.

Cette désynchronisation peut surprendre, aujourd'hui où l'on ne cesse de parler de mondialisation et d'intégration. Mais le paradoxe n'est qu'apparent, puisqu'il existe une autre tendance, contradictoire, à la constitution de grandes zones disposant chacune de sa dynamique propre. Les choses sont cependant encore plus compliquées. Cette désynchronisation résulte certes d'une divergence croissante des politiques économiques, mais elle renvoie également à l'une des contradictions les plus profondes de l'économie mondiale, à savoir l'insuffisante coordination au niveau international. Tous les patrons de l'industrie seraient aujourd'hui prêts à reconnaître par exemple que l'on est allé beaucoup trop loin dans la libéralisation financière : les capitaux sont devenus tellement volatils qu'ils représentent un facteur permanent d'incertitude et d'instabilité qui explique en partie pourquoi les dévaluations sauvages sont venues briser le bel ordre maastrichtien.

Plus fondamentalement, la reprise fait de nouveau apparaître un certain nombre de dissymétries à l'échelle mondiale, que personne ne maîtrise correctement. La croissance des Etats-Unis par exemple provoque immédiatement des réactions en chaîne - creusement du déficit, baisse du dollar et augmentation des taux d'intérêt - qui font obstacle à une reprise harmonieuse. Le couple Japon Etats-Unis ne pourra fonctionner durablement comme il l'a fait au cours des années quatre-vingt, lorsque l'excédent japonais venait financer le déficit américain.

A l'intérieur de l'Europe, l'alignement sur le mark - dont la gestion est déterminée exclusivement par la question du financement de la réunification - n'a plus les vertus stabilisatrices d'avant. Le corset monétaire a explosé et, depuis l'éclatement du Système monétaire européen, en septembre 1992, on peut distinguer deux groupes de pays ; les "mauvais élèves" qui ont laissé filer leur monnaie (Royaume-Uni, Italie, Espagne, Suède) ont gagné des parts de marché à l'exportation, mais ont dû réduire plus nettement leur demande intérieure. Les pays dont la monnaie s'est appréciée (Allemagne, France, Pays-Bas, Belgique, Autriche, Danemark, Suisse) ont vu au contraire leurs exportations reculer notablement. De telles distorsions éloignent d'autant d'une coordination des politiques économiques et d'une relance simultanée, comme celle que propose le Livre blanc de la Commission européenne. Ce projet de relance se heurte par ailleurs au lancinant problème des déficits publics.

Maintien de l'austérité budgétaire

La récession a creusé de manière considérable les déficits publics ; la moyenne des pays européens s'est nettement écartée de la norme de 3 % fixée par le traité de Maastricht, mais les relances budgétaires ont également éloigné le Japon de l'équilibre qui le caractérisait jusqu'alors. Les causes d'un tel mouvement ne renvoient pas seulement aux effets mécaniques de la récession mais aussi à de fortes résistances sociales qui viennent freiner dans la pratique l'application des politiques néo-libérales visant au "retrait" de l'Etat. Les ressources courantes des administrations publiques représentent un pourcentage du PIB supérieur de six points à ce qu'il était en 1978, et cette tendance à la hausse ne devrait pas s'inverser en 1995.

A moyen terme, et conformément aux critères de Maastricht, la réduction du déficit constitue un objectif-clé des politiques économiques. L'OCDE parle de "situations budgétaires soutenables" et dresse un inventaire éloquent des objectifs budgétaires des différents pays. Ainsi la Belgique se propose de faire passer le déficit budgétaire de 7,2 % du PIB en 1993 aux 3 % fatidiques en 1996. Ce "maintien de l'austérité budgétaire" que prévoit l'OCDE fait donc peser des incertitudes supplémentaires sur l'ampleur de la reprise. L'OCDE présente un scénario de référence où le déficit budgétaire moyen passe en Europe de 6,3 % en 1993 à 2 % en l'an 2000, grâce à une croissance qui retrouve un rythme moyen de 3 % l'an. Mais si les finances publiques s'assainissent, le taux de chômage ne recule que faiblement, passant de 10,7 % en 1993 à 10,4 % en 2000.

La demande salariale

Ce maintien prévisible du taux de chômage à un niveau élevé a au moins un mérite, comme l'explique l'OCDE : "les hausses salariales sont restées modérées dans la zone de l'OCDE, reflétant dans une certaine mesure la persistance de taux élevés de chômage". C'est pourquoi les bourgeoisies s'accordent implicitement sur le maintien de l'austérité salariale. Une étude publiée dans *Economie européenne* n°54 l'écrit noir sur blanc : "l'amélioration de la rentabilité est donc essentiellement à attendre de la poursuite d'une progression modérée des rémunérations réelles par rapport à la productivité du travail". Le Livre blanc de la Commission déclare quant à lui qu'une progression du salaire réel inférieure d'un point à celle de la productivité "pourrait constituer une règle empirique acceptable". Ce nouveau recul de la part des salaires serait la condition d'une relance de l'investissement puis de la croissance. Mais cet enchaînement vertueux n'a pas fonctionné au cours de la dernière décennie : entre 1981 et 1992, l'indice de rentabilité a augmenté d'un tiers en Europe sans que le ratio investissement/PIB ne montre une semblable tendance à la hausse.

Si l'on table ainsi sur une austérité budgétaire affirmée et sur une modération salariale persistante, on peut en fin de compte se demander d'où viendra la demande : l'Europe peut-elle compter sur la demande extérieure comme moteur principal de la reprise ? La réponse à cette question définit les traits essentiels de cette reprise.

C'est d'abord une reprise minée par la contradiction qui résulte du maintien de l'austérité salariale face à une production croissante qui a besoin de débouchés. Cette contradiction ne peut se résoudre à la mode keynésienne, par une relance de la demande, en raison des contraintes provenant de la concurrence internationale, des finances publiques, et en fin de compte de la rapacité des classes dominantes. Les bourgeoisies vont tenter de contourner la difficulté d'une autre manière : d'abord, en perpétuant une répartition de plus en plus inégalitaire des revenus, afin de trouver du côté des riches les débouchés que les salaires bloqués ne pourront offrir. Le second volet du programme de la bourgeoisie est, de manière très cohérente, la mise en place d'une société de plus en plus fractionnée, permettant de dégager un volant d'emplois au rabais plus ou moins atypiques ou informels, pour absorber au moins en partie le flux croissant des chômeurs. C'est pourquoi on peut d'ores et déjà dire que cette reprise aura un goût social particulier, celui de l'extension et de l'approfondissement de la précarité et des exclusions. Reprise donc, mais pas pour tout le monde.